

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) >
L'association « Survie » de 1981 à aujourd'hui

Une chronologie

L'association « Survie » de 1981 à aujourd'hui

« Donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants »

samedi 29 octobre 2005, par [Survie](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2005).

Auto-présentation de l'histoire des activités de l'association survie tirée de son site Internet.

1981

53 Prix Nobel lancent un manifeste-appel demandant que des actions politiques soient menées par les citoyens pour lutter contre l'extermination par la faim.

1984

Création de Survie-France

1985

8 500 maires lancent un appel contre la faim et pour le développement, 200 d'entre eux participent à une marche vers Paris.

1989

Proposition de loi pour une meilleure utilisation de l'Aide Publique au développement (APD), souscrite progressivement par 72 % des députés.

1993

Publication du mensuel Billets d'Afrique et d'ailleurs. Survie dénonce la dérive génocidaire au Rwanda.

1994

Création de l'Observatoire permanent de la Coopération française (OPCF).

Survie convainc des joueurs de football de plus de 100 pays de soutenir le « développement humain ».

Organisation à Biarritz d'un contre-sommet à l'occasion du XVIII^e sommet franco-africain.

1995

Élections présidentielles françaises : Survie et Agir ici publient six Dossiers noirs de la politique africaine de la France.

Rédaction d'une nouvelle charte de Survie, incluant la lutte contre la banalisation du génocide.

1996

Survie adresse des « cartons rouges » au président de la République pour manifester son désaccord sur des décisions de l'exécutif français prolongeant ou renforçant l'inéquité des relations franco-africaines.

Participation au contre-G7. Organisation d'un colloque dénonçant le mépris dans lequel sont tenus la créativité politique, culturelle et l'esprit d'initiative des Africains.

1997

Survie et Agir ici présentent une série de Propositions pour refonder la crédibilité des relations franco-africaines.

1998

Survie organise une manifestation au Trocadéro pour réclamer la constitution d'une vraie commission d'enquête sur le rôle de la France au Rwanda.

Survie lance une campagne de cartes pour une Cour pénale internationale indépendante et efficace.

Survie et Agir ici mènent une campagne Sécurité au Sommet, insécurité à la base..., à l'occasion du XX^e sommet franco-africain.

1999

Survie lance la campagne La France ne peut parrainer l'impunité des crimes de guerre contre le recours par la France à un article dérogatoire de la Cour pénale internationale (art. 124).

Survie soutient le mouvement des grévistes de la faim de Djibouti.

A l'appel de Survie et d'autres associations (Frère des Hommes, la Cimade, Agir ici), des citoyens marchent tous les jours sur l'esplanade des Invalides pour protester contre la politique de la France dans la guerre civile du Congo-Brazzaville.

2000

Devant l'imminence de la ratification du traité de la Cour pénale internationale, Survie interpelle les élus au sujet de l'article 124.

Lancement des campagnes « Mercenaires : Halte là ! », puis « Bolloré : monopoles services compris ».

Création de l'association « Biens publics à l'échelle mondiale ».

2001

24 février : une quinzaine de manifestations sont organisées en France en soutien au procès intenté à FX. Verschave et L. Beccaria.

Procès les 28 février, 6 et 7 mars à la 17^e Chambre correctionnelle du TGI de Paris : Omar Bongo, Idriss Déby et Denis Sassou Nguesso poursuivent François-Xavier Verschave et Laurent Beccaria (son éditeur) pour « offense à chef d'Etat étranger » à propos de passages de Noir Silence.

Lancement des campagnes « Tchad, non à l'aide au développement d'élections truquées » et « l'envers de la Dette »

2002

Campagne d'information et de vigilance pour favoriser le processus électoral démocratique à Madagascar

Juillet : la Cour d'Appel de Paris déclare FX. Verschave et L. Beccaria non coupables du délit d'offense à chefs d'Etat. Extraits de l'arrêt : « Les documents versés et les témoignages recueillis au cours de la procédure établissent non seulement l'importance et l'actualité des sujets évoqués, mais aussi le sérieux des investigations effectuées. Malgré la vigueur des attaques, il n'appartient pas que la démarche de François-Xavier Verschave soit critiquable. »

L'appel « Côte d'Ivoire prévenir le pire » lancé par Survie rassemble un large panel d'associations ou de représentants de la société civile.

2003

Février : Pendant le sommet officiel des chefs d'Etat et de gouvernement français et africains à Paris, Survie organise avec Agir Ici « Un autre Sommet pour l'Afrique », lieu d'expertise citoyenne, de témoignages et de propositions pour des relations franco-africaines renouvelées.

2004

En mars 2004, dans la perspective de la 10^e commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda, Survie a organisé avec les associations Aircrige, l'Obsarm et la Cimade, une Commission d'enquête citoyenne (CEC) sur le rôle de la France dans le génocide. Compte tenu des faits avérés de complicité multiforme de certains responsables politiques et militaires français dans le génocide, la CEC a décidé de devenir permanente afin de poursuivre le travail de vérité et de justice.

2004-2005

Au printemps 2004, Survie a lancé une campagne sur le soutien de la France aux dictatures en Afrique, intitulée « Les dictateurs amis de la France ! ? ». Par cette campagne Survie entend informer et sensibiliser les citoyens français sur la politique qui est menée en leur nom, et interpeler les députés en faveur d'un meilleur contrôle démocratique de cette politique, monopolisée dans les faits par l'Elysée.

Dans le cadre de la campagne « 2005 Plus d'excuses », Survie participe depuis la fin de l'année 2004 à la plateforme contre les paradis fiscaux et judiciaires.

Voir en ligne : [Survie France](#)